



3 1761 11766533 1

Government
Publications

facts

CA1

L73

-69F01

THE WAGE CEILING



Canada

UNEMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION



BEYOND \$7800 A YEAR

WHAT DOES THE WAGE CEILING MEAN?

It means that once an employee goes over a \$7,800 salary level, unemployment insurance contributions are no longer compulsory.

HOW IS THE WAGE CEILING ARRIVED AT?

The wage ceiling is based on 1 1/2 times the composite average industrial weekly wage in Canada. The latter is calculated by the Dominion Bureau of Statistics which takes an average of wages paid to workers in industry across Canada.

When the Unemployment Insurance Act became law in August 1940, the wage ceiling was set at \$2,000. In 1943 it was raised to \$2,400, followed five years later by an increase to \$3,120. In 1950 it jumped to \$4,800 a year, and from 1959 to June 1968, the ceiling was set at \$5,460. From June 1968, the ceiling has been \$7,800.

HOW DOES THE CEILING AFFECT THE EMPLOYER?

If the employer thinks that because of a pay increase or other such reasons, the insured worker's yearly salary will exceed the \$7,800 ceiling, he should notify him in writing that unemployment insurance deductions are being discontinued.

At the same time he should inform him he has the right to apply to continue his insurance.

IF AN EMPLOYEE CHOOSES TO REMAIN INSURED

He must, within *six months* of the normal discontinuation date, get the required form from the nearest Unemployment Insurance Commission office and indicate on it his wish to remain insured. His employer then completes the form and sends it in.

WHO PAYS?

The employer continues to be responsible for the necessary contributions for the employee, but he deducts from the employee's salary an amount double the former employee contribution. This sum, equivalent to the former combined total of employer — employee contributions, is now paid by the employee alone.

NOTE

Employment by hour, day or piece rate, or in fishing, is insurable regardless of the amount of earnings.

voulez-vous savoir ...

LE PLAFOND D'ASSUJETTISSEMENT



RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE PLUS DE \$7,800

QU'ENTEND-ON PAR PLAFOND D'ASSU- JETTISSEMENT?

Lorsque le taux de rémunération annuelle du travailleur dépasse \$7,800, il n'est plus tenu de verser de cotisations d'assurance-chômage.

COMMENT ÉTABLIR LE PLAFOND D'AS- SUJETTISSEMENT?

Le plafond d'assujettissement représente une fois et demie le salaire hebdomadaire moyen que touchent les employés dans les industries du Canada. Le calcul de ce salaire se fait au Bureau fédéral de la statistique qui établit la moyenne des salaires que les industries du Canada versent à leurs employés.

Lors de l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage, au mois d'août 1940, la Commission d'assurance-chômage a fixé le plafond d'assujettissement à \$2,000. Elle l'a porté à \$2,400, en 1943, puis à \$3,120, cinq ans plus tard. En 1950, le plafond montait à \$4,800 puis, en 1959, à \$5,460. Depuis juin 1968, le plafond est fixé à \$7,800.

LE PLAFOND D'ASSUJETTISSEMENT INTÉRESSE-T-IL L'EMPLOYEUR?

L'employeur qui est d'avis que, par suite d'un relèvement de salaire ou pour d'autres raisons du genre, un travailleur touchera annuellement plus que le plafond de \$7,800,

doit avertir par écrit cet employé qu'il ne fera plus de retenues au titre des cotisations d'assurance-chômage.

L'employeur doit par la même occasion informer l'employé qu'il peut demander à demeurer assuré.

CHOIX DES EMPLOYÉS DE DEMEURER ASSURÉS

Dans les *six mois* qui suivent la date normale de discontinuation, l'employé doit obtenir du bureau le plus proche de la Commission d'assurance-chômage la formule nécessaire et y indiquer son désir de demeurer assuré. L'employeur remplit la formule et la fait parvenir à la Commission d'assurance-chômage.

QUI PAIE LES COTISATIONS?

Il appartient toujours à l'employeur de verser les cotisations pour le compte de l'employé, mais il retient sur le salaire de l'employé un montant représentant deux fois la cotisation que l'employé payait antérieurement. Ces cotisations, qui équivalent à la cotisation globale de l'employeur et de l'employé, sont désormais à la seule charge de l'employé.

NOTA

Le travailleur rémunéré à l'heure, à la journée ou à la pièce ou qui est employé dans une entreprise de pêche est assurable, quel que soit le montant de ses gains.

